



PREFET DE LA LOZERE

**DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT,
Région OCCITANIE**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N ° PREFBCPEP-2016322-0019
du 17 novembre 2016 portant autorisation d'exploiter
(Livre V, titre 1er du Code de l'Environnement)**

Installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent

Société EDF EN France

Cœur Défense - Tour B - 100, Esplanade du Général de Gaulle - 92932 Paris la Défense Cedex

LE PRÉFET DE LA LOZERE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, en particulier les articles L511-1 et L512-1 et L123-1 ;
Vu la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R511-9 du code de l'environnement ;
Vu l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;
Vu l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent ;
Vu l'arrêté ministériel du 6 novembre 2014 modifiant l'arrêté du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement et l'arrêté du 26 août 2011 relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent ;
Vu le Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Energie, Languedoc-Roussillon (S.R.C.A.E.) approuvé le 24 avril 2013 en particulier le Schéma Régional Eolien (S.R.E.) auquel est annexée l'étude des sensibilités paysagères et naturalistes au regard de l'éolien industriel en Lozère ;
Vu la demande datée du 18 décembre 2014, reçue le 23 décembre 2014, complétée le 15 juillet 2015 par la Société EDF EN France, dont le siège social est Cœur Défense - Tour B - 100, Esplanade du Général de Gaulle - 92932 Paris la Défense Cedex en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une installation de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant plusieurs aérogénérateurs d'une puissance maximale de 11,5 MW ;

Vu l'avis de l'autorité environnementale en date du 24 septembre 2015 ;
Vu la décision du 21 août 2015 du Tribunal Administratif de Nîmes portant la désignation du Commissaire-Enquêteur ;
Vu l'arrêté préfectoral n° 2015-338-0001 du 4 décembre 2015 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique du lundi 4 janvier 2016 au vendredi 5 février 2016 inclus sur le territoire des communes de Servières, Rieutort-de-Randon, Ribennes, Lachamp, Montrodat, Gabrias, Chastel Nouvel, Barjac, Mende, Saint-Léger-de-Peyre ;
Vu le registre d'enquête, le rapport et l'avis défavorable du commissaire enquêteur du 17 mars 2016 ;
Vu les arrêtés préfectoraux de prorogation n° PREF-PBPEP 2016 170-0007 du 19 juin 2016 et n° PREF-BCPEP 2016 263-0022 du 19 septembre 2016 ;
Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés ;
Vu les avis émis par les conseils municipaux des communes de Chastel Nouvel, Gabrias, Mende, Saint-Léger-de-Peyre, Rieutort-de-Randon, Montrodat, Servières, Lachamp et le Conseil communautaire de la Communauté de communes de la Terre de Randon ;
Vu le rapport du 7 septembre 2016 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, chargée de l'inspection des installations classées ;
Vu l'avis de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites en date du 30 septembre 2016 avec « avis favorable » ;
Vu les observations sur ce projet d'arrêté présentées par le demandeur par lettre en date du 6 octobre 2016 ;

Le demandeur entendu ;

CONSIDÉRANT que l'installation faisant l'objet de la demande est soumise à autorisation préfectorale au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article L.512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions des arrêtés ministériels susvisés nécessitent d'être complétées, au regard des spécificités du contexte local, de dispositions visant à protéger les enjeux environnementaux locaux, en particulier l'avifaune et les chiroptères ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant, notamment les dispositifs d'effarouchement et le plan de bridage et d'arrêt des aérogénérateurs à certaines plages de vent et à certaines périodes de l'année sont de nature à réduire l'impact sur le bruit et la biodiversité présenté par les installations ;

CONSIDÉRANT qu'une synchronisation des éclats de feux (balisage lumineux) des parcs éoliens du secteur d'implantation est à rechercher ;

CONSIDÉRANT l'avis favorable de 7 des conseils municipaux concernés ;

CONSIDÉRANT, après analyse motivée, que les arguments sur lesquels s'appuie le Commissaire-Enquêteur pour exprimer un avis défavorable ne sont pas suffisamment fondés pour arrêter une décision de refus.

SUR proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Lozère ;

ARRÊTE :

Article 1.- Exploitant titulaire de l'autorisation

La demande présentée par la Société EDF EN France, dont le siège social est situé Cœur Défense - Tour B - 100, Esplanade du Général de Gaulle 92932 Paris la Défense Cedex est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susvisé et des prescriptions complémentaires définies par le présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Servières, les installations détaillées dans les articles 2 et 3.

Article 2.- Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées :

Rubrique de classement	Régime (1)	Libellé en clair de l'installation	Caractéristiques de l'installation	Rayon d'affichage	Puissance du parc
2980-1	A	Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs 1. Comprenant au moins un aérogénérateur dont le mât a une hauteur supérieure ou égale à 50 m	Parc éolien composé de 5 aérogénérateurs ayant une hauteur de mât de 85 m, 3 pales de 41 m (diamètre rotor : 82 m) Puissance unitaire de 2,3 MW	6 km	11,5MW

(1) A : installation soumise à autorisation

Article 3.- Situation de l'établissement

Installation	Coordonnées Lambert 93		Commune	Parcelles d'implantation	Altitudes sol (m NGF)
	X	Y			
Aérogénérateur n° 8	733719.000	6386704.000	Servières	E3	1214
Aérogénérateur n° 9	733920.109	6386809.328	Servières	E3	1215
Aérogénérateur n° 10	734124.000	6386911.000	Servières	E3	1215
Aérogénérateur n° 11	734451.022	6387383.969	Servières	D-193	1200
Aérogénérateur n° 12	734647.000	6387524.000	Servières	D-297	1194
Poste de livraison	734745.067	6386773.593	Servières	F-650	1210

Article 4.- Conformité au dossier de demande d'autorisation

Sauf disposition contraire mentionnée dans le présent arrêté, les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. Elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations en vigueur.

L'exploitant doit informer le Préfet du département, l'inspection des installations classées, la DGAC et la Sous Direction Régionale de la Circulation Aérienne Militaire Sud du démarrage des travaux au moins 3 mois à l'avance.

L'exploitant doit informer le Préfet du département, l'inspection des installations classées, la DGAC, la Sous Direction Régionale de la Circulation Aérienne Militaire Sud, Météo France et le SDIS de la mise en service du parc éolien concerné.

Article 5.- Montant des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées à l'article 2 et sont déterminées par application de la formule suivante : $M = N \times Cu$

où N est le nombre d'aérogénérateurs

Cu est le coût unitaire forfaitaire correspondant au démantèlement d'une unité, à la remise en état des terrains ou à la valorisation des déchets générés. Ce coût est fixé à 50 000 €.

Ce montant est calculé pour 2015 selon la formule suivante :

$$M(\text{année } n) = Y \times 50\,000 \text{ €} \times (\text{Index } n / \text{Index } 0 \times 1 + \text{TVA} / 1 + \text{TVA } 0)$$

- Mn est le montant exigible à l'année n
- Index n est l'indice TP01 en vigueur à la date d'actualisation du montant de la garantie.
- Index0 est l'indice TP01 en vigueur au 1^{er} janvier 2011.

Le montant des garanties financières à constituer en application de l'article R553-1 à R553-4 du code de l'environnement pour l'année 2015, s'élève donc à 255 532 €, en tenant compte des indices TP01 et des taux de TVA suivants :

- Index juin 2015 = 104,01
- Index 0 = 667,7
- TVA 2015 = 20 %
- TVA0 = 19,6 %

L'exploitant réactualise tous les 5 ans le montant susvisé de la garantie financière, par application de la formule mentionnée à l'annexe II de l'arrêté du 26 août 2011 modifié par l'arrêté ministériel du 6 novembre 2014.

Article 6.- Mesures spécifiques à la prévention des risques incendie

L'exploitant doit :

- installer une réserve d'eau de 30 m³ utilisable et accessible en tout temps par ligne d'éoliennes,

- créer une desserte des installations par des voies de 5 mètres de large,
- assurer le débroussaillage dans un rayon de 50 mètres autour des éoliennes,
- déboiser dans un rayon de 8 mètres autour des éoliennes.

Article 7.- Autosurveillance des niveaux sonores

Une campagne de mesures acoustiques au niveau des différents voisinages et pour les différentes configurations de vent et période (jour et nuit) sera effectuée dans les 6 mois suivant la mise en service du parc et transmise à l'inspection des installations classées. En cas de dépassement des seuils réglementaires, un bridage des éoliennes en période nocturne sera mis en place.

Article 8.- Balisage

Sans préjudice du respect de la réglementation sur le balisage, les éclats de feux (balisage lumineux) des aérogénérateurs du parc éolien de Lou Paou II seront rendus synchrones de jour comme de nuit avec ceux des parcs éoliens existants et en fonctionnement situés à proximité, notamment: Lou Paou I.

Article 9.- Mesures spécifiques à la prévention des enjeux environnementaux locaux

Article 9.1- Mesures spécifiques liées à la phase travaux

Afin de respecter la période de reproduction et de nidification de l'avifaune, les travaux d'ouverture de milieux incluant défrichement et terrassement des pistes et plates-formes ne seront pas réalisés entre le 1er mars et le 30 août.

Si ces opérations ont lieu avant le 1^{er} mars, alors l'ensemble des travaux ultérieurs pourront être poursuivis pendant cette période et ne devront pas être interrompus ; les travaux concernés (creusage/coulage des fondations, élévation des éoliennes, etc.) n'auront que des effets négligeables sur la biodiversité compte-tenu des modifications d'ores-et-déjà apportées par les opérations de défrichement/terrassement.

L'accompagnement des différentes phases de chantier sera réalisé, aux frais de l'exploitant, par un ingénieur-écologue chargé notamment de coordonner le chantier sous l'angle environnemental.

Un cahier des charges environnemental sera réalisé pour définir précisément la conduite des travaux, les procédures à mettre en place pratiquement pour répondre aux exigences environnementales, la gestion des terres (déblais et remblais, stockage temporaire,...) et définir le planning précis d'exécution des travaux.

La mise en place du chantier de construction prévoira de suivre les recommandations des chartes de «chantier propre » ou des labels « Haute Qualité Environnementale » :

- Formation et sensibilisation du personnel et du chef de chantier
- Propreté générale des lieux
- Bon aspect et bon entretien des véhicules et des engins de chantier
- Organisation et récupération des déchets...

Afin de vérifier l'absence d'impact des aménagements sur les eaux d'alimentation des captages, l'exploitant mettra en œuvre un suivi de la qualité du débit, par un organisme d'hydrogéologie compétent et indépendant, au niveau des captages de Lou Brujas, Servières et Champclos. Dans l'optique d'une comparaison dans le temps, ces suivis seront réalisés en phases pré-travaux, travaux, et post-implantation. Les résultats seront tenus à disposition de l'ARS et un rapport de fin de travaux leur sera adressé.

Un rapport de suivi de la réalisation de l'ensemble du chantier (éoliennes et raccordement) sera établi par l'ingénieur-écologue et transmis par EDF EN France à l'inspection des installations classées en fin de travaux.

Article 9.2- Suivi Environnemental

L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Ce suivi sera réalisé, conformément aux protocoles nationaux établis et validés par les Associations de Protection de la Nature et les Syndicats Professionnels lorsqu'ils existent. Il sera mis en place dans un délai de deux mois à compter de la mise en service des éoliennes pendant au moins les 2 premières années de fonctionnement de l'installation si les résultats sont similaires ou les 3 premières années si ils sont contrastés. En fonction des résultats de ces premières années de suivi, la fréquence de reconduite de ces suivis, qui ne pourront être inférieurs à une fois tous les cinq ans, pourra être revue par l'inspecteur des installations classées. Ces suivis doivent couvrir avec un effort particulier la période du 1^{er} avril jusqu'au 31 octobre pour les chiroptères suivant une fréquence adaptée. Pour l'avifaune tout particulièrement dans les 2 ou 3 premières années de suivi post-implantation, ce suivi devra couvrir un cycle biologique annuel complet, suivant une fréquence hebdomadaire pour couvrir tous les oiseaux nicheurs migrateurs, hivernants ou sédentaires. Après la période initiale de 2 ou 3 ans, une adaptation, tenant compte de la fréquentation réelle du parc éolien par des espèces d'oiseaux hivernants, tardi-migrateurs ou sédentaires, notamment celles menacées et sensibles à la mortalité par éoliennes (vautours), pourra être envisagée (sur argumentaire) pour la période de novembre à mars.

Le suivi suivant une fréquence adaptée devra comprendre des tests pour estimer la mortalité et mesurer en particulier le taux de détection de l'observateur, la persistance des cadavres, et en déduire, par les meilleures méthodes de calcul disponibles, le taux de mortalité estimé dû aux éoliennes.

Si des impacts significatifs étaient constatés lors de ces suivis, des actions supplémentaires devront être proposées et mises en place après information et validation de l'inspection des installations classées.

Les mortalités constatées doivent être signalées à l'inspecteur des installations classées, dans les meilleurs délais, pour chaque cas, lorsqu'il s'agit d'espèces menacées (i.e. non classées NT et LC sur la liste rouge nationale UICN), et par un bilan annuel pour les cas concernant des espèces non menacées.

Afin d'évaluer les effets du projet sur les oiseaux et les chauves-souris, l'exploitant met en place les études suivantes :

- un suivi de l'avifaune nicheuse,
- un suivi de l'avifaune migratrice pré et post-nuptiale,
- un suivi de l'avifaune hivernante,
- un suivi de l'activité locale et du transit migratoire des chiroptères.

Les protocoles de suivi mis en œuvre devront être préalablement validés par la DREAL et respecter le principe Before-After-Control-Impact. Ceci implique qu'un premier état des lieux naturalistes soit fait avant travaux, à l'intérieur et à l'extérieur de la zone d'influence du parc éolien, suivant des méthodes qui seront répétées à l'identique après travaux, afin de comparer les effets du projet et ceux de l'évolution naturelle des populations d'espèces concernées.

Les protocoles mis en œuvre s'appuieront, lorsqu'ils existent, sur les protocoles nationaux établis et validés par les associations de protection de la nature et les syndicats professionnels.

Le suivi des passereaux nicheurs s'appuiera sur la méthode des IPA, d'une durée minimale de 15 minutes, répétées au minimum deux fois par saison de reproduction suivie.

Les autres oiseaux nicheurs, les migrateurs et les hivernants devront être suivis suivant les méthodes les plus adaptées, sur l'ensemble des saisons d'un cycle biologique annuel.

Le suivi de l'activité locale et du transit migratoire des chiroptères sera réalisé selon un protocole validé par la DREAL. Il devra comprendre des suivis automatisés et manuels au sol répartis sur les trois saisons d'observations (printemps, été, automne) pendant la période du 1^{er} avril jusqu'au 31 octobre. Il sera complété par un enregistrement automatique à hauteur de nacelle durant les trois saisons d'activité (printemps, été, automne).

A l'issue des deux ou trois premières années suivies, les résultats sont transmis à l'inspecteur des installations classées. La fréquence de suivi ultérieure pourra être redéfinie en fonction des résultats obtenus au cours des 2 ou 3 premières années d'exploitation.

Article 9.3- Dispositif de détection et d'effarouchement avifaune

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à éviter toute collision conduisant à une mortalité d'espèces protégées et menacées.

L'exploitant met en place sur toutes les éoliennes un système optique de détection des oiseaux, couplé à un système d'effarouchement sonore lorsqu'un oiseau pénètre dans la zone de risque éloignée et dans la zone de risque rapprochée. Ce système est équipé de la fonction permettant l'arrêt de la rotation des pales lorsque l'activité des oiseaux dans la zone de risque rapprochée est importante.

Une procédure définissant les modalités précises de fonctionnement, d'actions (effarouchement, réduction de la vitesse, arrêt des machines...) et de maintenance devra être transmise à l'inspecteur des installations classées dès la mise en place du dispositif.

Sauf disposition contraire dans un arrêté complémentaire, ce dispositif devra être reconduit pendant toute la durée d'exploitation.

Article 9.4- Mesures spécifiques en faveur des chiroptères

Les nacelles des éoliennes sont équipées d'une grille dont le dimensionnement ne permet pas l'entrée de chauves-souris. L'éclairage du site devra être réduit au maximum, selon la réglementation en vigueur concernant la sécurité.

L'exploitant met en place un système de modulation des machines permettant un arrêt des éoliennes dans des conditions suivantes :

- pour la période du 25 mai au 20 octobre pour des vents inférieurs à 5,5 m/s à hauteur de moyeu et des températures supérieures à 10°C pendant la nuit, entre ½ heure après le coucher du soleil puis pendant 3 heures et pendant 3 heures avant la ½ heure précédant le lever du soleil,

Les résultats des suivis de mortalité décrits à l'article 9.2 permettront d'adapter les modalités de bridage des éoliennes plus précisément, selon les paramètres météorologiques et de calendrier, en fonction de la fréquentation constatée des chiroptères (suivi article 9.2). Les modalités de bridage

ainsi adaptées, sont soumises à validation préalable de l'inspecteur des installations classées.

Article 10.- Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial ;
- les plans tenus à jour ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté et l'arrêté du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent. Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données,
- les rapports et contrôle des mesures de niveau sonore,
- les rapports de suivis environnementaux.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées durant 5 années au minimum.

Article 11.- Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente (TA de Nîmes) conformément aux dispositions de l'article L.514-6 du titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement.

1^o par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de quatre mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

2^o par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, dans un délai de quatre mois à compter de la publication desdits actes.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 12.- Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.512-39 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de la commune de Servières pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de la commune de Servières dans le département de la Lozère, fera connaître par procès verbal, adressé à la préfecture de la Lozère, l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation à la diligence de la Société EDF EN France.

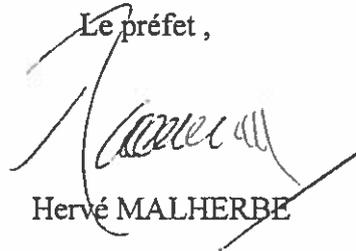
Une copie dudit arrêté sera également adressée à chaque conseil municipal consulté, à savoir : Servières, Rieutort-de-Randon, Ribennes, Lachamp, Montrodat, Gabrias, Chastel-Nouvel, Barjac, Mende, Saint-Léger-de-Peyre.

Un avis au public sera inséré par les soins de la préfecture de la Lozère et aux frais de la Société EDF EN France, dans deux journaux diffusés dans le département.

Article 13.- Exécution

La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Lozère, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux Maires des communes consultées et notifiée à la Société EDF EN France.

Le préfet ,



Hervé MALHERBE

